

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2017/14285]

7 DECEMBRE 2017. — Ordonnance portant assentiment à l'Accord de coopération du 17 juillet 2017 entre la Région de Bruxelles-Capitale, la Région flamande, la Région wallonne et la Communauté germanophone, relatif aux communautés religieuses locales reconnues de cultes reconnus, dont le ressort territorial s'étend sur le territoire de plus d'une entité fédérée

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

Art. 2. Assentiment est donné à l'Accord de coopération du 17 juillet 2017 entre la Région de Bruxelles-Capitale, la Région flamande, la Région wallonne et la Communauté germanophone, relatif aux communautés religieuses locales reconnues de cultes reconnus, dont le ressort territorial s'étend sur le territoire de plus d'une entité fédérée.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 7 décembre 2017.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, du Développement territorial, de la Politique de la ville, des Monuments et Sites, des Affaires étudiantes, du Tourisme, de la Fonction publique, de la Recherche scientifique et de la Propreté publique,

R. VERVOORT

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, des Relations extérieures et de la Coopération au Développement,

G. VANHENGEL

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi, de l'Economie et de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente,

D. GOSUIN

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de la Mobilité et des Travaux publics,

P. SMET

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée du Logement, de la Qualité de Vie, de l'Environnement et de l'Energie,

C. FREMAULT

Note

Session ordinaire 2017-2018

Documents du Parlement :

A-568/1 Projet d'ordonnance.

A-568/2 Rapport.

Compte rendu intégral : 17 novembre 2017.

Discussion et adoption : séance du vendredi 17 novembre 2017.

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2017/14285]

7 DECEMBER 2017. — Ordonnantie houdende instemming met het Samenwerkingsakkoord van 17 juli 2017 tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, het Vlaams Gewest, het Waals Gewest en de Duitstalige Gemeenschap, met betrekking tot de erkende plaatselijke geloofsgemeenschappen van erkende erediensten waarvan het grondgebied meer dan één deelstaat bestrijkt

Het Brusselse Hoofdstedelijke Parlement heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen, het geen volgt :

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

Art. 2. Instemming wordt betuigd met het Samenwerkingsakkoord van 17 juli 2017 tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, het Vlaams Gewest, het Waals Gewest en de Duitstalige Gemeenschap, met betrekking tot de erkende plaatselijke geloofsgemeenschappen van erkende erediensten waarvan het grondgebied meer dan één deelstaat bestrijkt.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 7 december 2017.

De Minister-Président van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Territoriale Ontwikkeling, Stedelijk Beleid, Monumenten en Landschappen, Studentenaangelegenheden, Toerisme, Openbaar Ambt, Wetenschappelijk Onderzoek en Openbare Netheid,

R. VERVOORT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Externe Betrekkingen en Ontwikkelingssamenwerking,

G. VANHENGEL

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Tewerkstelling, Economie en Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,

D. GOSUIN

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Mobiliteit en Openbare Werken,

P. SMET

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Huisvesting, Levenskwaliteit, Leefmilieu en Energie,

C. FREMAULT

Nota

Gewone zitting 2017-2018

Documenten van het Parlement :

A-568/1 Ontwerp van ordonnantie.

A-568/2 Verslag.

Integraal verslag : 17 november 2017.

Bespreking en aanneming : vergadering van vrijdag 17 november 2017.

Annexe

Accord de coopération entre la Région flamande, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone relatif aux communautés religieuses locales reconnues de cultes reconnus, dont le ressort territorial s'étend sur le territoire de plus d'une entité fédérée

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 6, § 1^{er}, VIII, 6^o, alinéa 1^{er} inséré par la loi spéciale du 13 juillet 2001, et l'article 92bis, § 2, h), inséré par la loi spéciale du 13 juillet 2001 et modifié par la loi spéciale du 16 mars 2004 ;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, articles 42, alinéa 1^{er} et 83quinquies ;

Vu le décret wallon du 27 mai 2004 relatif à l'exercice, par la Communauté germanophone, de certaines compétences de la Région wallonne en matière de pouvoirs subordonnés ;

Vu le décret du 1^{er} juin 2004 relatif à l'exercice, par la Communauté germanophone, de certaines compétences de la Région wallonne en matière de pouvoirs subordonnés ;

Considérant la compétence des autorités régionales relative à l'établissement des communautés et la législation organique s'y rapportant ;

Considérant que cette matière régionale est une compétence de la Communauté germanophone pour la région de langue allemande à partir du 1^{er} janvier 2005 ;

Considérant l'Accord de coopération du 30 mai 1994 entre l'autorité fédérale, la Communauté flamande, la Région flamande, la Communauté française, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale pour le transfert obligatoire, sans indemnisation, du personnel et des biens, droits et obligations de la Province de Brabant vers la Province de Brabant wallon, la Province de Brabant flamand, la Région de Bruxelles-Capitale, les commissions communautaires visées à l'article 60 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, et vers l'autorité fédérale, article 46 ;

Considérant l'accord de coopération du 27 mai 2004 entre l'Autorité fédérale, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale en ce qui concerne la reconnaissance des cultes, les traitements et pensions des ministres des cultes, les fabriques d'église et les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus, modifié par l'accord de coopération du 2 juillet 2008 ;

Considérant la loi du 18 Germinal an X relative à l'organisation des cultes, articles 61 et 71 ;

Considérant le Décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, l'article 111 ;

Considérant la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, le chapitre II ;

Considérant la loi du 5 avril 1962 reconnaissant les modifications de l'archevêché de Malines et la création de l'évêché d'Anvers, les articles 2 et 4, modifiés par les lois du 26 juin 1967 et du 10 mars 1999 ;

Considérant l'arrêté royal du 10 avril 1995 portant exécution de la loi du 5 avril 1962 reconnaissant les modifications de l'archevêché de Malines et la création de l'évêché d'Anvers et la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, l'article 1^{er}, modifié par l'arrêté royal du 17 octobre 1995 ;

Vu la concertation au sein de la commission, visée à l'article 5 de l'accord de coopération du 2 juillet 2008 ;

Considérant que le ressort de l'archevêché de Malines-Bruxelles, tel que reconnu par la loi du 5 avril 1962 et ses modifications ultérieures, comprend la province du Brabant flamand, la province du Brabant wallon, l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale et l'arrondissement administratif de Malines sis dans la Province d'Anvers, à l'exception des cantons de Lier et de Heist-op-den-Berg ;

Considérant que, conformément à l'article 2 de la loi du 5 avril 1962, l'archevêque de Malines-Bruxelles a deux résidences équivalentes : une résidence à Malines et une résidence à Bruxelles, ainsi que deux églises cathédrales : la Cathédrale Saint-Rombaut à Malines et la Cathédrale des Saints-Michel-et-Gudule à Bruxelles ; que les deux églises sont gérées par une fabrique d'église cathédrale ;

Considérant qu'aucune habitation n'est mise à disposition de l'évêque pour sa résidence à Bruxelles ;

Considérant que la province d'Anvers a mis un palais archiépiscopal à la disposition de l'archevêque comme résidence, dont l'ancien refugium de Saint-Trond fait partie ;

Considérant que les provinces d'Anvers et du Brabant, par convention du 24 août 1971 approuvées par leurs députations permanentes, ont décidé de la répartition des frais résultant des deux résidences ;

Considérant que depuis le 1^{er} janvier 1995, les charges provinciales relatives aux deux fabriques d'église cathédrales et aux deux résidences sont supportées par la province du Brabant flamand, la province du Brabant wallon, la province d'Anvers et la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant que d'autres communautés religieuses locales reconnues d'un culte reconnu ont une circonscription territoriale qui s'étend sur plus d'une région ;

La Région flamande, représentée par le Gouvernement flamand, en la personne de son Ministre-Président et de la Vice-Ministre-Présidente flamande en charge des Affaires intérieures, de l'intégration, du logement, de l'égalité des chances et de la lutte contre la pauvreté ;

La Région wallonne, représentée par le Gouvernement wallon, en la personne de son Ministre-Président et du Ministre wallon des Pouvoirs Locaux, du Logement et des Infrastructures sportives ;

La Région de Bruxelles-Capitale, représentée par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale en la personne de son Ministre-Président ;

La Communauté germanophone, représentée par le Gouvernement germanophone, en la personne de son Ministre-Président et de la Ministre germanophone de la culture, de l'emploi et du tourisme ;

Exerçant conjointement leurs propres compétences, ont convenu ce qui suit :

Artikel 1. Les règles relatives au fonctionnement et au contrôle de l'administration du culte d'une communauté religieuse locale reconnue, dont le ressort territorial s'étend sur le territoire de plus d'une entité fédérée (ci-après : la communauté religieuse locale reconnue interfédérale), sont les règles applicables dans l'entité fédérée où se situe le bâtiment principal du culte de la communauté religieuse.

Art. 2. Les obligations des communes et des provinces à l'égard des administrations du culte des communautés religieuses locales reconnues interfédérale, à l'égard des ministres du culte de ces communautés religieuses, sont les obligations fixées aux articles 92 et 106 du Décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises.

Art. 3. § 1^{er}. Pour les obligations de financement à l'égard des administrations du culte des communautés religieuses locales reconnues interfédérale, les clés de répartition fixées au moment de leur reconnaissance sont applicables. Il en va de même pour les obligations à l'égard des ministres du culte de ces communautés religieuses.

La commune ou la province où se situe le bâtiment principal du culte de la communauté religieuse sollicite l'avis des autres communes ou provinces concernées concernant selon le cas chaque plan pluriannuel de l'administration du culte concernée et chaque modification éventuelle, et concernant chaque budget et chaque modification budgétaire éventuelle.

À défaut, les obligations sont mises à charge de la commune ou de la province où se situe le bâtiment principal du culte de la communauté religieuse. La commune ou la province où se situe le bâtiment principal du culte de la communauté religieuse transmet, pour information des autres communes ou provinces concernées, les comptes annuels de l'administration du culte concernée.

§ 2. Par dérogation au paragraphe premier, toutes les obligations financières à l'égard de la fabrique d'église cathédrale de Sint-Rumoldus à Malines, à l'égard de l'archevêque en ce qui concerne le palais archiépiscopal et l'ancien Refugium de Saint-Trond, et à l'égard de la Cathédrale Saint-Rombaut à Malines sont, dès le 1^{er} janvier 2017, supportées par la province d'Anvers, et toutes les obligations financières à l'égard de la fabrique d'église-cathédrale des Saints-Michel et Gudule à Bruxelles, à l'égard de l'archevêque pour sa résidence à Bruxelles, et à l'égard de la cathédrale des Saints-Michel et Gudule à Bruxelles sont, dès le 1^{er} janvier 2017, supportées par la Région de Bruxelles-Capitale.

Art. 4. Par dérogation à la loi du 18 Germinal an X, du décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, et de l'arrêté royal du 10 avril 1995 portant exécution de la loi du 5 avril 1962 reconnaissant les modifications de l'archevêché de Malines et la création de l'évêché d'Anvers, les budgets et les comptes annuels de la fabrique d'église cathédrale de Saint-Rombaut à Malines de la période entre le 1^{er} janvier 2002 et la date d'entrée en vigueur du présent accord de coopération sont soumis à l'approbation du Gouvernement flamand.

Par dérogation à la loi du 18 Germinal an X, du décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, et de l'arrêté royal du 10 avril 1995 portant exécution de la loi du 5 avril 1962 reconnaissant les modifications de l'archevêché de Malines et la création de l'évêché d'Anvers, les budgets et les comptes annuels de la fabrique d'église cathédrale de Saints-Michel-et-Gudule à Bruxelles de la période entre le 1^{er} janvier 2002 et la date d'entrée en vigueur du présent accord de coopération sont soumis à l'approbation du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale.

Art. 5. Après l'entrée en vigueur du présent accord de coopération, aucune nouvelle communauté religieuse locale interfédérale ne pourra être reconnue.

Art. 6. Le présent accord de coopération entre en vigueur le 1^{er} janvier 2017, à l'exception de l'article 3, § 1^{er}, alinéas 2 et 3, qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 2018.

Fait à Bruxelles, le 17 juillet 2017, en 5 exemplaires originaux.

Pour la Région flamande :

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
G. BOURGEOIS

Le Ministre du Gouvernement flamand en charge des affaires intérieures, de l'intégration, du logement, de l'égalité des chances et de la lutte contre la pauvreté,

L. HOMANS

Pour la Région wallonne :

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
P. MAGNETTE

Le Ministre wallon en charge des Pouvoirs Locaux,
P.-Y. DERMAGNE

Pour la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, en charge des Pouvoirs Locaux,
R. VERVOORT

Pour la Communauté germanophone :

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté germanophone,
O. PAASCH

La Vice-Ministre-Présidente et Ministre de la Culture, de l'Emploi et du Tourisme,
I. WEYKMANS

Bijlage

Samenwerkingsakkoord tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, het Vlaams Gewest, het Waals Gewest en de Duitstalige Gemeenschap, met betrekking tot de erkende plaatselijke geloofsgemeenschappen van erkende erediensten waarvan het grondgebied meer dan één deelstaat bestrijkt

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 6, § 1, VIII, 6°, eerste lid, ingevoegd bij de bijzondere wet van 13 juli 2001, en artikel 92bis, § 2, h), ingevoegd bij de bijzondere wet van 13 juli 2001 en gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 maart 2004 ;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen, meer bepaald op artikel 42, eerste lid en 83quinquies ;

Gelet op het Waals decreet van 27 mei 2004 met betrekking tot de uitoefening door de Duitstalige Gemeenschap van bepaalde bevoegdheden van het Waals Gewest inzake ondergeschikte besturen ;

Gelet op het decreet van 1 juni 2004 met betrekking tot de uitoefening door de Duitstalige Gemeenschap van bepaalde bevoegdheden van het Waals Gewest inzake ondergeschikte besturen ;

Overwegende de bevoegdheid van de gewestelijke overheden met betrekking tot de oprichting van de gemeenschappen en de daaraan gekoppelde organieke wetgeving ;

Overwegende dat deze gewestelijke aangelegenheid sinds 1 januari 2005 een bevoegdheid is van de Duitstalige Gemeenschap voor het Duits taalgebied ;

Overwegende het samenwerkingsakkoord van 30 mei 1994 tussen de federale overheid, de Vlaamse Gemeenschap, het Vlaams Gewest, de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor de verplichte overheveling zonder schadeloosstelling van het personeel en de goederen, rechten en verplichtingen van de provincie Vlaams-Brabant, de provincie Waals-Brabant, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschapscommissies bedoeld in artikel 60 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, en naar de federale overheid, artikel 46 ;

Overwegende het samenwerkingsakkoord van 27 mei 2004 tussen de federale overheid, het Vlaams Gewest, het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de erkenning van de erediensten, de wedden en pensioenen van de bedienaars der erediensten, de kerkfabrieken en de instellingen belast met het beheer van de temporalien van de erkende erediensten, gewijzigd door het samenwerkingsakkoord van 2 juli 2008 ;

Overwegende de wet van 18 germinal jaar X, « relative à l'organisation des cultes », artikelen 61 en 71 ;

Overwegende het Keizerlijk Decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken, artikel 111 ;

Overwegende de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der erediensten, hoofdstuk II ;

Overwegende de wet van 5 april 1962 houdende erkenning van de wijzigingen aan het aartsbisdom Mechelen en van de oprichting van het bisdom Antwerpen, artikel 2 en 4, gewijzigd bij de wet van 26 juni 1967 en van 10 maart 1999 ;

Overwegende het koninklijk besluit van 10 april 1995 tot uitvoering van de wet van 5 april 1962 houdende erkenning van de wijzigingen aan het aartsbisdom Mechelen en van de oprichting van het bisdom Antwerpen en van de wet van 4 maart 1870 op de temporalien van de erediensden, artikel 1, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 17 oktober 1995 ;

Gelet op het overleg in de commissie vermeld in artikel 5 van het samenwerkingsakkoord van 2 juli 2008 ;

Overwegende dat de gebiedsomschrijving van het Aartsbisdom Mechelen-Brussel, als erkend door de wet van 5 april 1962 en haar laatste wijzigingen, de provincie Vlaams-Brabant, de provincie Waals-Brabant, het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad en het administratief arrondissement Mechelen gelegen in de provincie Antwerpen omvat, met uitzondering van de kantons Lier en Heist-op-den-Berg ;

Overwegende dat de Aartsbisschop van Mechelen-Brussel overeenkomstig artikel 2 van de wet van 5 april 1962 twee evenwaardige residenties heeft : een residentie in Mechelen en een residentie in Brussel, alsook twee kathedrale kerken : Sint-Rombout in Mechelen en Sint-Michiël en Sint-Goedele in Brussel ; dat beide kerken door een kathedrale kerkfabriek worden beheerd ;

Overwegende dat geen woning ter beschikking van de bisschop wordt gesteld voor zijn residentie in Brussel ;

Overwegende dat de provincie Antwerpen een aartsbisschoppelijk paleis als residentie van de bisschop ter beschikking heeft gesteld, waarvan het zogenaamde refugium van Sint-Truiden deel uitmaakt ;

Overwegende dat de provincies Antwerpen en Brabant, bij overeenkomst van 24 augustus 1971 waarmee de bestendige deputaties hebben ingestemd, over de verdeling van de kosten die voortvloeien uit de twee residenties hebben beslist ;

Overwegende dat vanaf 1 januari 1995, de provinciale lasten met betrekking tot beide kathedrale kerkfabrieken en beide residenties gedragen worden door de provincie Vlaams-Brabant, de provincie Waals-Brabant, de provincie Antwerpen en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Overwegende dat de gebiedsomschrijving van andere plaatselijke geloofsgemeenschappen van een erkende erediensden het grondgebied van meer dan één gewest bestrijkt ;

Het Vlaams Gewest, vertegenwoordigd door de Vlaamse Regering, in de persoon van haar Minister-President en van de Vlaamse vice Minister-President belast met Binnenlandse Zaken, Inburgering, Wonen, Gelijke Kansen en Armoedebestrijding ;

Het Waals Gewest, vertegenwoordigd door de Waalse Regering in de persoon van haar Minister-President en de Waalse minister van Lokale Overheden, Huisvesting en Sportinfrastructuur ;

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, vertegenwoordigd door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, in de persoon van haar Minister-President ;

De Duitstalige Gemeenschap vertegenwoordigd door de Duitstalige Regering in de persoon van haar Minister-President en Duitstalige Minister van Cultuur, Werkgelegenheid en Toerisme ;

Hun eigen bevoegdheden gezamenlijk uitoefenend, zijn overeengekomen hetgeen volgt :

Artikel 1. Voor de werking van en het toezicht op het bestuur van de erediensden van een erkende plaatselijke geloofsgemeenschap, opgericht op het grondgebied van meer dan een deelstaat (hierna : de interfederale erkende plaatselijke geloofsgemeenschap), zijn de regels van de deelstaat waar het gebouw van de erediensden van de geloofsgemeenschap zich bevindt, van toepassing.

Art. 2. De verplichtingen van de gemeenten en de provincies ten opzichte van de besturen van de erediensden van de interfederale erkende plaatselijke geloofsgemeenschappen, ten opzichte van de bedienaars van de erediensden van die geloofsgemeenschappen, zijn de verplichtingen vermeld in artikel 92 en 106 van het Keizerlijk Decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken.

Art. 3. § 1. Voor de financieringsverplichtingen ten opzichte van de besturen van de erediensden van de interfederale erkende plaatselijke geloofsgemeenschappen, blijven de verdeelsleutels die zijn bepaald op het ogenblik van de erkenning, van toepassing. Hetzelfde geldt voor de verplichtingen tegenover de bedienaars van de erediensden van die geloofsgemeenschappen.

De gemeente of provincie waarin het hoofdgebouw van de erediensden van de plaatselijke geloofsgemeenschap zich bevindt, wint naargelang het geval het advies in van de andere betrokken gemeenten of provincies bij elk meerjarenplan van het betrokken bestuur van de erediensden en, in voorkomend geval, elke wijziging ervan, en bij elk budget en elke budgetwijziging.

Doet ze dat niet, dan komen alle verplichtingen ten laste van de gemeente of provincie waarin het hoofdgebouw van de erediensden van de geloofsgemeenschap zich bevindt. De gemeente of provincie waarin het hoofdgebouw van de erediensden van de geloofsgemeenschap zich bevindt, brengt de andere betrokken gemeenten of provincies op de hoogte van de jaarrekeningen van het betrokken bestuur van de erediensden.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1, worden vanaf 1 januari 2017 alle financiële verplichtingen ten opzichte van de kathedrale kerkfabriek van Sint-Rumoldus in Mechelen, ten opzichte van het bisdom wat betreft het aartsbisschoppelijk paleis en het oude refugium van Sint-Truiden, en ten opzichte van de Sint-Romboutskathedraal in Mechelen gedragen door de provincie Antwerpen en worden alle financiële verplichtingen ten opzichte van de kerkfabriek van Sint-Michiël en Sint-Goedele te Brussel, ten opzichte van de aartsbisschop voor zijn residentie in Brussel, ten opzichte van de Sint-Michiël-en-Sint-Goedele-kathedraal in Brussel vanaf 1 januari 2017 gedragen door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Art. 4. In afwijking van de wet van 18 germinal jaar X, van het Keizerlijk Decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken en van het koninklijk besluit van 10 april 1995 tot uitvoering van de wet van 5 april 1962 houdende erkenning van de wijzigingen aan het aartsbisdom Mechelen en van de oprichting van het bisdom Antwerpen, zijn de begrotingen en jaarrekeningen van de kathedrale kerkfabriek van Sint-Rombout in Mechelen uit de periode tussen 1 januari 2002 en de datum van inwerkingtreding van deze samenwerkingsovereenkomst onderworpen aan de goedkeuring van de Vlaamse Regering.

In afwijking van de wet van 18 germinal jaar X, van het Keizerlijk Decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken en van het koninklijk besluit van 10 april 1995 tot uitvoering van de wet van 5 april 1962 houdende erkenning van de wijzigingen aan het aartsbisdom Mechelen en van de oprichting van het bisdom Antwerpen, zijn de begrotingen en jaarrekeningen van de kathedrale kerkfabriek van Sint-Michiël-en-Sint-Goedele in Brussel uit de periode tussen 1 januari 2002 en de datum van inwerkingtreding van deze samenwerkingsovereenkomst onderworpen aan de goedkeuring van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Art. 5. Na de inwerkingtreding van dit samenwerkingsakkoord kan geen enkele nieuwe interfederaal plaatselijke geloofsgemeenschap erkend worden.

Art. 6. Dit samenwerkingsakkoord treedt in werking op 1 januari 2017 met uitzondering van artikel 3, § 1, paragrafen 2 en 3 dat op 1 januari 2018 van kracht gaat.

Opgemaakt te Brussel, op 17 juli 2017, in 5 originele exemplaren.

Voor het Vlaams Gewest :

De Minister-President van de Vlaamse Regering,
G. BOURGEOIS

De Minister van de Vlaamse Regering bevoegd voor binnenlandse zaken, integratie, huisvesting, gelijke kansen en de strijd tegen armoede,
L. HOMANS

Voor het Waals Gewest :

De Minister-President van de Waalse Regering,
P. MAGNETTE

Le Waalse minister bevoegd voor Lokale Overheden,
P.-Y. DERMAGNE

Voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest :

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor Plaatselijke Besturen,
R. VERVOORT

Voor de Duitstalige Gemeenschap :

De Minister-President van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap,
O. PAASCH

De Viceminister-President en Minister van Cultuur, Werkgelegenheid en Toerisme,
I. WEYKMANS

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2017/31714]

27 NOVEMBRE 2017. — Arrêté ministériel déterminant les modalités d'application de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 janvier 2017 fixant les conditions de diffusion du son amplifié dans les établissements ouverts au public

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, de l'Environnement

Vu les articles 9 et 13 de l'ordonnance du 17 juillet 1997 relative à la lutte contre le bruit en milieu urbain ;

Vu l'article 6 de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement ;

Vu l'article 9 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 janvier 2017 fixant les conditions de diffusion du son amplifié dans les établissements ouverts au public (ci-après, « l'arrêté ») ;

Vu le plan relatif à la lutte contre le bruit en milieu urbain adopté par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale le 1^{er} avril 2009 et plus particulièrement la prescription 31 ;

Vu le "test genre" du 4 mai 2017 tel que requis par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 avril 2014 portant exécution de l'ordonnance du 29 mars 2012 portant intégration de la dimension de genre dans les lignes politiques de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu la communication à la Commission européenne, le 13 juillet 2017, en application de l'article 5, paragraphe 1, de la directive 2015/1535/UE du Parlement européen et du Conseil du 9 septembre 2015 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information ;

Vu l'avis du Conseil de l'Environnement n° 2017-09-14/1 donné le 14 septembre 2017 ;

Vu l'avis du Conseil d'État n° 62.223/1 donné le 6 novembre 2017, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973,

Arrête :

Article 1^{er}. Pictogramme

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2017/31714]

27 NOVEMBER 2017. — Ministerieel besluit tot bepaling van de toepassingsmodaliteiten van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 januari 2017 tot vaststelling van de voorwaarden voor het verspreiden van versterkt geluid in voor publiek toegankelijke inrichtingen

De Minister van Brusselse Hoofdstedelijke Regering belast met Leefmilieu

Gelet op de artikelen 9 en 13 van de ordonnantie van 17 juli 1997 betreffende de strijd tegen geluidshinder in een stedelijke omgeving;

Gelet op artikel 6 van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen;

Gelet op artikel 9 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 januari 2017 tot vaststelling van de voorwaarden voor het verspreiden van versterkt geluid in voor publiek toegankelijke inrichtingen (hierna "het besluit");

Gelet op het plan betreffende de strijd tegen geluidshinder in een stedelijke omgeving, aangenomen door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering op 1 april 2009, en in het bijzonder voorschrift 31;

Gelet op de "gendertest" van 4 mei 2017, zoals vereist door het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 24 april 2014 houdende uitvoering van de ordonnantie van 29 maart 2012 houdende de integratie van de genderdimensie in de beleidslijnen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de mededeling aan de Europese Commissie, op 13 juli 2017, met toepassing van artikel 5, lid 1, van richtlijn 2015/1535/EU van het Europees Parlement en de Raad van 9 september 2015 betreffende een informatieprocedure op het gebied van technische voorschriften en regels betreffende de diensten van de informatiemaatschappij;

Gelet op het advies nr. 2017-09-14/1 van de Raad voor het Leefmilieu, gegeven op 14 september 2017;

Gelet op het advies nr. 62.223/1 van de Raad van State, gegeven op 6 november 2017 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973,

Besluit :

Artikel 1. Pictogram